

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

COOPERATION SUD-SUD : L’Afrique en lignes indiennes

- Economie -

Date de mise en ligne : samedi 21 avril 2012

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

Envoyé spécial- L offensive indienne en Afrique transcende les échanges commerciaux qui, au demeurant, pèsent aujourd'hui 60 milliards de dollars et devraient atteindre le chiffre record de 90 milliards de dollars en 2015. La conception indienne de la coopération avec l'Afrique tend à s'intégrer dans une vision plus globale de la coopération indo-africaine. En toile de fond, des forums réguliers au cours desquels Indiens et Africains échangent sur la meilleure manière de maximiser les chances de réussite de leur partenariat. Le 8ème forum du genre s'est tenu du 16 au 23 mars dernier à New Delhi, dans la salle du Durbar Hall du luxueux hôtel du Taj Palace, avec la participation d'une délégation sénégalaise, à l'initiative de la Confédération des industries indiennes (CII) et Exim Bank India, sous l'égide du ministère indien des Affaires étrangères avec, à la clé, 250 000 milliards de FCfa d'investissements indiens à capter dans les quatre ans à venir.

source : www.sudonline.sn - 21/04/2012

New Delhi, la capitale politique du deuxième pays le plus peuplé (1,7 milliard d'habitants) de la planète après la Chine, a déroulé le tapis rouge aux 180 délégations de 48 pays africains qui ont pris part, du 16 au 23 mars dernier dans les salons du luxueux hôtel du Taj Palace, à la 8ème session du forum Afrique-Inde sur le partenariat. Initié depuis 2005 par la Confédération des industries indiennes (CII) avec le concours de **Exim Bank India** et le soutien actif des ministères indiens des Affaires étrangères et du Commerce, industries, textile, ce conclave, à l'image du 7ème qui s'est tenu, il y a un an, en lieu et place, a confirmé l'intérêt que l'Inde et le continent africain portent à une coopération Sud-Sud multiforme et gagnant-gagnant, poursuivant ainsi un objectif à trois niveaux : gouvernemental, institutionnel et des entreprises. Le but recherché à travers ces rencontres étant de promouvoir une information fiable de nature à permettre aux entreprises indiennes qui le désirent d'identifier les secteurs dans lesquels elles peuvent utilement investir en Afrique et aux africains, d'indiquer les secteurs qu'ils jugent plus propices à recevoir les investissements indiens.

La démarche est plutôt novatrice et, là où la Chine s'intéresse avant tout aux matières premières africaines et multiplie les accords d'Etat à Etat à coup d'investissements géants, l'Inde avance, elle, grâce à son secteur privé. Il en est ainsi de secteurs comme les infrastructures, agriculture, énergie, import-export, banques, transports, éducation, médias, nouvelles technologies de l'information, eau et énergie, tourisme, santé et télémédecine dont les potentialités ont été identifiées. D'ores et déjà, le gouvernement et quelque 80 sociétés indiennes ont déjà investi quelque 40 milliards de dollars (20 000 milliards de FCfa) en Afrique dans divers secteurs dont les télécommunications avec le géant indien **Bharti Airtel** qui s'est installée dans la téléphonie mobile dans 15 pays africains, ainsi que l'a d'ailleurs rappelé le directeur général de la Confédération des industries indiennes (CII), Chandrajit Banerjee, lors de l'ouverture officielle du forum.

L'offensive indienne en Afrique est d'autant plus rondement menée que tout indique que ce phénomène dont la croissance à long terme est en partie fonction de l'aptitude de l'Inde à poursuivre son développement intérieur dans la stabilité, continuera dans la décennie à venir. Dans les quatre ans à venir, « *l'Inde compte encore investir quelque 5 milliards de dollars en Afrique* », a confirmé le ministre indien du Commerce et de l'Industrie textile, Dr. Shri Anand Sharma qui, dans une allocution fondée, à l'instar des gouvernements indiens successifs qui n'ont cessé de le répéter, sur l'héritage commun indo-africain de la lutte anticoloniale, a voulu souligner que cette coopération Sud-Sud entre l'Inde et l'Afrique « n'est pas fortuite ».

Contexte électoral

Mahatma Gandhi, dit-il, « *a eu l'intelligence de ce qu'il a fait ici grâce, en grande partie, aux innombrables humiliations qu'il avait subies en Afrique du Sud. Son action a conduit à la libération de l'Inde qui, à son tour, a*

accompagné de toutes ses forces les autres pays à accéder eux aussi à leur indépendance. » De fait, « L'Inde a constamment, au niveau des principes en tout cas, défendu la cause de l'indépendance des peuples africains », a renchéri le Dr. Shri Anand Sharma qui, ancien président du congrès de la jeunesse indienne pour l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, a ainsi rappelé que son pays « fut le premier pays à saisir l'ONU de la question de l'apartheid en Afrique du Sud, dès 1946 (le long séjour de plus de vingt ans du Mahatma Gandhi dans ce pays, au cours duquel il élaborait les principes de son action politique, contribua évidemment à sensibiliser le Parti du Congrès sur cette question) ». De quoi subjuguait les 180 délégations présentes dans la salle et dont une vingtaine de pays étaient fortement représentés par des membres de leur gouvernement. Outre le Zimbabwe dont la vice-présidente Mme Joice Mujuru a fait le déplacement, la République centrafricaine, invitée d'honneur de cette 8ème session, était représentée par une délégation de cinq ministres conduite par le Premier ministre, Faustin Archange Touadera. Rien à voir avec le Sénégal, représenté par une délégation de trois personnalités conduites par le directeur général de la coopération internationale du Sénégal, Amadou Lamine Sy. Pour explication, ce dernier a rappelé qu'en 2010, lors de la 6ème session du forum, « le Sénégal qui était à l'honneur avait été fortement représenté par une délégation conduite par le ministre de la Coopération internationale, Karim Wade, lui-même. » « Cette année, il faut dire qu'avec le contexte électoral qui prévaut au pays, beaucoup n'ont pas pu faire le déplacement », a expliqué M. Sy.

Toujours est-il que la représentation en force de la République centrafricaine a été récompensée par la signature d'une convention de financement de 40 millions de dollars (20 milliards de FCfa) entre la Confédération des banques indiennes d'import-export, Exim Bank India et la République centrafricaine.

C'est dire que l'intérêt politique initial de l'Inde pour l'Afrique se greffe de plus en plus, depuis une quinzaine d'années, sur des motivations économiques. En marge de la conférence, là-bas dans les salons du Taj palace hôtel où les participants pouvaient aussi visiter les stands de différents pays, ce sont plus de 250 projets qui ont été négociés totalisant quelque 30 milliards de dollars d'investissements. Compte tenu de la voie interne de développement qu'elle a choisie, l'expansion de l'Inde sur des marchés extérieurs représente, à l'étape actuelle, une nécessité pour son grand capital privé, de tirer profit à l'étranger, des progrès technologiques réalisés en Inde, et ce, à un moment où l'Afrique commence à être en mesure de les absorber.

Malick NDAW

lire aussi sur www.sudonline.sn (21/04/2012) : [COOPERATION SENEGALO-INDIENNE : Il y a un os](#), par Malick NDAW

et sur www.lesafriques.com (14/05/2012) : [Le commerce Inde-Afrique mobilise aujourd'hui 40 milliards de dollars](#), Propos recueillis par Mohamed Ndiaye
